

PROJET : Ville de DUNKERQUE

Travaux de relogement du tribunal de commerce de Dunkerque

NOTICE DE SECURITE

Cette demande de permis de construire concerne l'aménagement d'une partie des locaux uniquement en rez de chaussée d'un bâtiment existant et récent, pour recevoir le tribunal de commerce de Dunkerque.

Le bâtiment, objet des travaux est situé au 98 et 86 Rue du Magasin Général à Dunkerque et est référencé section AP n°433 sur le cadastre.

Cette demande porte sur des locaux inoccupés actuellement.
C'est un établissement qui recevra du public partiellement.

Ces travaux d'aménagement ne touchent que l'intérieur de la cellule.
Aucune modification ne sera effectuée en façade.
Aucune surface ne sera créée ou supprimée dans le cadre du projet.

I. DESCRIPTION SUCCINCTE DU BATIMENT :

Le bâtiment est situé dans le centre de Dunkerque près de la Gare.

Ce quartier regroupe l'hôtel de ville, la gare, les principaux pôles commerciaux (Pôle et Centre Marine) et plusieurs établissements scolaires. Il abrite également les ports de plaisance. Historiquement, c'est le berceau de la ville.

Le bâtiment en question est récent avec un arrêté de permis initial en date de 2019 n PC 059 183 19 A0005 et un arrêté de permis modificatif en date de 2020 n° PC 059 183 19 A0005 m. Il s'agit d'une construction en R+5 vouée à l'activité tertiaire. Les cellules en rez de chaussée sont libres et non aménagées. Les espaces communs desservent chaque niveau depuis le rdc jusqu'au 5ème étage comprenant une cage d'escalier, trois ascenseurs, 2 escaliers de secours et des dégagements aux normes.

Les façades sont en vêtue gris moyen, les menuiseries en alu avec une toiture terrasse. La façade principale donne directement sur le domaine public.

La cellule, objet des travaux, est localisée en rez de chaussée sur la partie Est du bâtiment. La cellule sera divisée en 1 accueil et un box de réception, 7 bureaux, 1 salle d'audience, 1 salle des délibérés et les archives du tribunal de commerce de Dunkerque.

II. CLASSEMENT ET EFFECTIF :

Les cellules libre au rdc sont classées actuellement en 5 ème catégorie de type W.

Suite aux travaux nous proposons de modifier la classification du futur établissement en 5 ème catégorie de type W avec activité L : création d'une salle d'audience.

Seule une partie des locaux sera accessible au public (ERP), la zone des bureaux et archives seront en zone code du travail (zonage inscrit sur le plan projet).

L'effectif est déterminé comme suit :

- Effectif théorique du public : 26 places assises fixes
- Effectif du personnel : 27 dont 9 membres du personnel occupant les bureaux et 18 membres juges consulaires

L'effectif théorique public est de 26 personnes

L'effectif total du Tribunal de Commerce est de 53 personnes : personnel + public

A titre d'information, le bâtiment dispose de 5 étages hors périmètre du projet. Les dégagements (cages d'escalier, ascenseur et escalier de secours) ne sont pas concernés par les travaux.

Une déclaration d'effectif est jointe dans le cadre du classement en W et L

La partie libre d'accès au public se limite à la zone d'accueil, la salle d'audience, sanitaire et box de réception

Le bureau du président, la salle des délibérés, et la salle des juges sont susceptibles d'accueillir un public accompagné

Le reste de l'établissement est en zone code du travail non accessible au public

Suivant GN1 §2.b

« L'effectif des personnes admises est déterminé suivant les dispositions particulières à chaque type d'établissement.

Il comprend :

- *d'une part, l'effectif des personnes constituant le public ;*
 - *d'autre part, l'effectif des autres personnes se trouvant à un titre quelconque dans les locaux accessibles ou non au public et ne disposant pas de dégagements indépendants de ceux mis à la disposition du public.*
- Toutefois, pour les établissements de 5e catégorie, ce dernier effectif n'intervient pas pour le classement. »*

Nous proposons un classement

Etablissement ERP de 5^{ème} catégorie de type W avec activité annexe L.

(L'effectif du personnel ne rentre pas en compte dans le classement)

III. DESCRIPTION DES TRAVAUX :

Les travaux visent à aménager une cellule nue localisée en rez de chaussée sur la partie Est afin d'accueillir le Tribunal de Commerce de Dunkerque

Cette cellule nue sera divisée en 2 zones distinctes :

D'une part, une zone ERP accessible au public et sera aménagée en :

- un espace d'accueil et d'attente libre d'accès au public
- une salle d'audience
- sanitaires
- une salle des délibérés (public accompagné)
- box de réception
- bureau du président (public accompagné)
- salle de juges (public accompagné)

D'autre part, une zone code du travail qui sera cloisonné et dédié au personnel uniquement, elle sera divisée en

- Local archives,
- Local de documentation,
- bureaux,

- sanitaires,
- local détente

IV. TEXTES DE REFERENCE

Notamment :

- Code de la construction et de l'habitation (Art. L.123-2 _ Art. L111.23 à L.111.26 _ Art.R111.38 à R111.42 _ Art.R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 et R.152-5).
- Arrêté du 25/06/80 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté ministériel du 21 Avril 1983
- Arrêté ministériel du 12 Décembre 1984
- Code du travail
- Arrêté du 22/06/1990 pour les 5èmes catégories
- Arrêté du 5 février 2007 modifié, relatif aux dispositions particulières concernant les établissements à usage d'audition, de conférence, de réunions, de spectacles à usages multiples. (Type L).
- Instruction technique n°246, relative au désenfumage dans les établissements recevant du public.
- Instruction n°247, relative aux mécanismes de déclenchement de fermeture résistant au feu et de désenfumage.
- Instruction technique n°248, relative aux systèmes d'alarme utilisés dans les établissements recevant du public
- Instruction technique n°249, relative aux façades.
- Circulaire n°465 du 10 décembre 1951 relative à la défense incendie extérieure.
- Décret n°88-1056 du 14 novembre 1988, pris pour l'exécution des dispositions du livre II, Titre III du code du travail en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.
- Circulaire du 03.03.1982 relative aux instructions techniques prévus dans le règlement des établissements recevant du public, complété par la circulaire du 21.06.1982 et la circulaire du 30.12.1994.
- Arrêté du 23.06.1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire.

V. PRINCIPES DE CONSTRUCTION RETENUS :

Conception et desserte :

Disposition existante inchangée suivant caractéristiques du PC initial.

Le plancher haut du dernier niveau accessible est situé à plus de 8 m du sol.

Les accès se font depuis la rue du Magasin Général

Concernant le local, objet des travaux, la façade principale dispose de baies vitrées et de 2 portes.

La porte de droite sera l'accès à l'établissement créé (porte tiercé vitrée de 2 UP)

La porte de gauche donnant dans la salle des délibérés sera une issue de secours (porte tiercé vitrée de 2 UP)

Isolement par rapport aux tiers (Article PE 6) :

Sans objet Dispositions existantes non modifiées.

Isolement existant par mur et dalle en béton réputé CF 1h

Résistance au feu des structures (Article PE 5) :

Dispositif inchangé pour le bâtiment : Stabilité au feu des structures réputée CF1h

Couvertures :

Dispositif inchangé pour le bâtiment : Couverture en étanchéité sur dalle béton.

Façades :

Dispositif inchangé pour le bâtiment.

Distribution intérieure et compartimentage :

Concernant la cellule objet des travaux, elle sera aménagée avec un cloisonnement de type traditionnel et modulaire

Pas de cul de sac de plus de 10m.

Solutions retenues pour l'évacuation des personnes en situation de handicap pour chaque niveau du bâtiment (GN8) :

L'établissement, objet des travaux est localisé uniquement en rez de chaussée.

Selon GN8, évacuation du public directe de plain-pied sur l'extérieur.

Locaux non accessibles au public, locaux à risques particuliers (Article PE 9) :

Locaux à risques moyens : parois et plafond CF 1H, portes CF 1/2H avec ferme porte :

Local archives, local documentations, local technique, local rangement et local fournitures

Conduits et gaines (Article PE 12) :

Dispositif inchangé : présence d'une ventilation double flux réversible dans les locaux

Les conduits et gaines sont réputés conformes aux dispositions de l'article PE 12

Les conduits et gaines restituent le degré coupe-feu des parois traversées à l'aide d'un clapet ou par la gaine elle-même ou par la mise en place d'un flocage.

Dégagements (Article PE11) :

Le bâtiment disposera :

- D'un accès pour le public donnant sur la rue du magasin général depuis l'entrée de 2 UP porte tiercée dans le hall).
- D'une issue de secours donnant sur la rue du magasin général depuis la salle des délibérés avec une porte tiercée de 2 UP (accessoire : sens d'ouverture vers l'extérieur)
- De deux issues de secours donnant sur la cour intérieure depuis un bureau et le local détente avec une porte simple de 1 UP (accessoire : sens d'ouverture vers l'extérieur). Ces 2 locaux resteront ouverts

Escaliers de distribution intérieure des étages :

- Non concerné par les travaux

VI. Aménagements intérieurs (Article PE 13) :

Les prescriptions suivantes seront respectées pour tous les matériaux envisagés :

Respect du classement EUROCLASSES selon la norme NF en 13501-1 notamment pour :

- Les faux plafonds prévus en : A2-s1d1, A2-s2d0, A2-s3d1 et B-s1d0, B-s2d1 et B-s3 correspondant au M1
- Revêtements muraux prévus en : C-s1, C-s2 et C-s3 correspondant au M2 en locaux et dégagements. Pour les escaliers : A2-s1d1, A2-s2d0, A2-s3d1 et B-s1d0, B-s2d1 et B-s3 correspondant au M1.
- Revêtements de sol des locaux : M4, D-s2, D-s3 correspondant au M4
- Revêtements de sol pour les escaliers : D s1d0 correspondant au M3 pour les escaliers
- Le gros mobilier prévu en : D-s1d0, D-s2d0, correspondant au M3
- Les isolants seront classés M0 ou A2-s1d0

VII. Désenfumage (Article PE 14) :

Au rez-de-chaussée : pas de pièce de plus de 300m² ou de pièce aveugle de plus de 100m². Pas de désenfumage à prévoir.

Cage d'escalier : non concerné

VIII. Chauffage (Article PE 20 à 23) :

Pour le local objet des travaux : Chauffage électrique par ventilation et climatisation réversible

IX. Installations électriques (Article PE 24)

Pour les parties aménagées

Les installations seront conformes aux textes et règlements en vigueur, notamment :

- NFC15100
- Décret du 14 Novembre 1988 modifié
- Articles EL et EC
- Articles L32 et suivants

X. Eclairage

Pour les parties aménagées

- Eclairage de secours :
Eclairage de sécurité et balisage conformes aux articles EC7 à EC15.
- L'éclairage de sécurité du bâtiment comprendra :
 - un éclairage d'évacuation pour les chemins d'évacuation,
 - un éclairage portatif dans le local électrique.

L'éclairage de sécurité sera assuré par des blocs autonomes de sécurité.

L'éclairage d'ambiance est basé sur un flux lumineux d'au moins cinq lumens par mètre carré de surface des locaux.

XI. Ascenseur électrique (Article PE 25) :

Dispositif existant inchangé

Non concerné par les travaux

XII. Installations d'appareils de cuisson (Article PE 15 à 19) :

La puissance utile cumulée des appareils est inférieure à 20 kW pour le projet de la kitchenette dans l'espace repos

XIII. Moyens de secours (Article PE 26 à 27) :

• Moyen d'extinction

L'établissement sera doté d'extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres, à raison d'un appareil par zone de 200 m² ou 15 mètres.

Les locaux à risques particuliers (local archives, documentation et technique) seront munis d'un extincteur approprié aux risques.

Il est prévu l'affichage des consignes de sécurité et des plans d'évacuation.

Bouche incendie : La défense incendie est assurée par des poteaux incendie à proximité du bâtiment sur le domaine public –

Dispositif d'alerte par matériel de communication (téléphone portable etc...) par le public ou un tiers : Arrêté modifié du 11 Septembre 2023.

XIV. Alarme incendie

Pour le local concerné

Dans le cadre du projet, il est prévu une alarme de type 4 sur l'ensemble aménagé du projet du Tribunal de Commerce.

- Déclencheurs Manuels aux issues extérieures et sur paliers (posés à 1,30 m).
- Diffuseurs Sonores en nombre suffisant afin d'être audibles en tout point du bâtiment.
- De flashes lumineux (DL) dans les sanitaires.
- De blocs autonomes d'éclairage de sécurité.

L'Alerte sera assurée par téléphone IP repris sur onduleur de capacité : autonomie 1 heure.

Fait à
le

Le Maître d'ouvrage

L'Architecte :